

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205123]

29 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 – octroi du congé éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu les articles 109, § 3, 2^o, 110, § 4, alinéa 1^{er}, 120, alinéas 1^{er} et 3, et 130 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiés en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 – octroi du congé éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

Vu le rapport du 25 avril 2016 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie du 6 juin 2016;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi du 10 juin 2016;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2014 en ce qui concerne l'article 5, 2^o, au 1^{er} avril 2015 en ce qui concerne l'article 6 et au 1^{er} septembre 2015 en ce qui concerne l'article 1^{er};

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des administrés ayant introduit une demande à partir du 1^{er} septembre 2014, en conférant une base légale à leur demande;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir du 1^{er} septembre 2016 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites;

Que l'adoption avec effet rétroactif des dispositions visées aux articles 1^{er}, 5, 2^o, et 6 est justifiée par la continuité du service public étant donné que la compétence du congé éducation payé a été transférée aux Régions à partir du 1^{er} avril 2015;

Que les dispositions relatives aux modalités de demande de remboursement doivent dès lors entrer en vigueur à cette date;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Vu l'avis 59.916/2/V du Conseil d'Etat, donné le 7 septembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8 de l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 – octroi du congé éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par les arrêtés royaux des 28 mars 1995 et 11 février 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année scolaire 2015-2016, l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux formations spécifiques, en lien avec le développement économique d'un secteur professionnel ou pour l'accès à un métier, considérées comme prioritaires par le Gouvernement, en vertu de modifications législatives ou réglementaires, ou encore sur proposition de la commission. »

Art. 2. L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 septembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. La commission est composée :

1^o d'un président représentant le Ministre de l'Emploi et de la Formation, et de son suppléant;

2^o de quatre représentants des organisations représentatives des employeurs et de quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs, et de leurs suppléants, sur présentation du Conseil économique et social de Wallonie;

3^o d'un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, et de son suppléant;

4^o d'un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, et de son suppléant;

5^o d'un représentant du Ministre du Gouvernement wallon ayant l'emploi et la formation dans ses attributions, et de son suppléant;

6^o d'un représentant de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, ci-après dénommée "Administration", et de son suppléant;

7^o d'un représentant de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le "FOREm", et de son suppléant;

8^o d'un représentant de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (I.W.E.P.S.), qui siège avec voix consultative, et de son suppléant;

9^o d'un secrétaire et de son suppléant.

Par "organisations représentatives" au sens de l'alinéa 1^{er}, 2^o, l'on entend les organisations représentatives qui siègent au Conseil économique et social de Wallonie.

Le président, son suppléant et les membres effectifs et suppléants de la commission sont nommés par le Ministre de l'Emploi et de la Formation pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

La commission peut faire appel à des experts et des techniciens aux conditions qu'elle fixe dans son règlement d'ordre intérieur.

La commission se réunit au minimum six fois par an.

La commission fixe à l'avance un calendrier des réunions.

Art. 3. Dans le même arrêté, est inséré un article 10bis rédigé comme suit :

« Art.10bis. § 1^{er}. La demande d'agrément du programme de formations visées à l'article 109, § 1^{er}, 9^o, et § 2, 3^o, de la loi est adressée à l'Administration, par voie postale ou par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé et mis à disposition par l'Administration.

La demande doit être introduite avant le début de la formation.

L'Administration accuse réception de la demande dans les cinq jours ouvrables à dater de la réception de celle-ci. Si la demande est incomplète, l'Administration en avise, dans l'accusé de réception, l'organisateur de la formation et précise les informations et pièces manquantes.

Lorsque la demande d'agrément est complète, l'Administration procède à son instruction.

L'Administration envoie les dossiers à traiter au secrétariat de la commission dans les dix jours ouvrables précédant chaque réunion.

L'Administration notifie la décision de la commission aux organisateurs des formations dans les dix jours ouvrables suivant chaque réunion.

§ 2. Pour les formations visées à l'article 109, § 1^{er}, 8^o, de la loi, l'organisateur de la formation envoie à la commission paritaire, le formulaire de demande, dont le modèle est déterminé et mis à disposition par l'Administration, accompagné du programme de formation.

§ 3. Les organisateurs des programmes de formations agréées par la commission pour une durée indéterminée ou les organisateurs qui souhaitent renouveler leur agrément accordé pour une durée déterminée transmettent annuellement un rapport d'évaluation dont le modèle est déterminé et mis à disposition par l'Administration, après avis de la commission.

§ 4. Pour les formations visées à l'article 109, § 2, 1^o et 2^o, de la loi, les organisations communiquent les programmes de cours à l'Administration via le formulaire, dont le modèle est déterminé et mis à disposition par l'Administration.

Toute modification au programme et tout changement de date sont communiqués à l'Administration dans les plus brefs délais via la fiche de renseignements dont le modèle est déterminé et mis à disposition par l'Administration. »

Art. 4. A l'article 11 du même arrêté, les mots "des services de l'Administration de l'emploi ainsi que de ceux de l'Inspection des lois sociales de l'Administration de la réglementation et des relations de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail" sont remplacés par les mots "de l'Administration et du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie".

Art. 5. A l'article 16bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 août 2006, remplacé par l'arrêté royal du 16 décembre 2008 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots "de l'Etat" sont remplacés par les mots "régional";

2^o l'article est complété par le paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au paragraphe 3, à partir de l'année scolaire 2014-2015, le montant forfaitaire par heure de congé éducation payé pour le remboursement aux employeurs est de 21,30 euros. »

Art. 6. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots "auprès du FOREm" sont insérés entre les mots "est introduite" et les mots "sous forme";

2^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots "Conseil national du Travail" sont remplacés par les mots "Conseil économique et social de Wallonie";

3^o dans les alinéas 1^{er} et 2, les mots "de l'Emploi et du Travail" sont à chaque fois remplacés par "de l'Emploi et de la Formation";

4^o dans l'alinéa 3, les mots "Ministère de l'Emploi et du Travail" sont remplacés par le mot "FOREm".

Art. 7. L'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté est abrogé

Art. 8. A l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots "de l'Emploi et du Travail" sont remplacés par "de l'Emploi et de la Formation, sur proposition de l'Administration et après avis de la Commission."

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016 à l'exception :

1^o des articles 3, 4 et 8 qui entrent en vigueur le dixième jour qui suit la publication au *Moniteur belge*;

2^o de l'article 1^{er} qui produit ses effets le 1^{er} septembre 2015;

3^o de l'article 5, 2^o, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 2014;

4^o de l'article 6 qui produit ses effets le 1^{er} avril 2015.

Art. 10. La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205123]

29 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 – toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers – van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op de artikelen 109, § 3, 2°, 110, § 4, eerste lid, 120, eerste en derde lid, en 130, van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 – toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers – van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het evaluatierapport van 25 april 2016 over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 6 juni 2016;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 10 juni 2016;

Overwegende dat het past dit besluit met terugwerkende kracht te laten gelden vanaf 1 september 2014 wat betreft artikel 5, 2°, vanaf 1 april 2015 wat betreft artikel 6 en vanaf 1 september 2015 wat betreft artikel 1;

Dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen toegelaten is, zodra ze nodig is voor de continuïteit van de overheidsdienst en voor de regularisatie van een feitelijke of rechtstoestand voor zover ze de eisen van de rechtszekerheid en de individuele rechten naleeft;

Dat de aanneming te dezen van een besluit met terugwerkende kracht als gevolg zal hebben dat de rechtszekerheid versterkt zal worden ten gunste van de burgers die vanaf 1 september 2014 een aanvraag hebben ingediend, waarbij ze een rechtsbasis aan hun aanvraag hebben verstrekt;

Dat bij gebrek aan een dergelijke rechtsbasis, er reden is om aan te nemen dat alle aanvragen ingediend vanaf 1 september 2016 tot de aanneming van dit besluit opnieuw ingediend zouden moeten worden;

Dat de aanneming met terugwerkende kracht van de in de artikelen 1, 5, 2°, en 6 bedoelde bepalingen door de continuïteit van de overheidsdienst wordt gerechtvaardigd aangezien de bevoegdheid van betaald educatief verlof vanaf 1 april 2015 bij de Gewesten deelgebieden berust;

Dat de bepalingen betreffende de modaliteiten voor een terugbetalingsaanvraag dan ook op die datum in werking moeten treden;

Dat de terugwerkende kracht in het voordeel van belanghebbenden is en, in die zin, verantwoord is;

Gelet op het advies 59.916/2/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 – toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers – van hoofdstuk IV van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 maart 1995 en 11 februari 2013, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Vanaf het schooljaar 2015-2016 is het eerste lid niet van toepassing op de specifieke opleidingen die gebonden zijn aan een economische sector of, voor de toegang tot een beroep, die door de Regering als prioritair worden beschouwd, krachtens wetgevende of reglementaire wijzigingen of op voorstel van de Commissie. »

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De commissie bestaat uit :

1° een voorzitter die de Minister van Tewerkstelling en Vorming vertegenwoordigt, en zijn plaatsvervanger;

2° vier vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, alsook hun plaatsvervangers, op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

3° een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, en zijn plaatsvervanger;

4° een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het hoger onderwijs, en zijn plaatsvervanger;

5° een vertegenwoordiger van de Minister van de Waalse Regering van Tewerkstelling en Vorming, en zijn plaatsvervanger;

6° een vertegenwoordiger van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, hierna "Administratie" genoemd, en zijn plaatsvervanger;

7° een vertegenwoordiger van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna de "FOREm" genoemd, en zijn plaatsvervanger;

8° een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek), (IWEPS), die met raadgevende stem zetelt, en zijn plaatsvervanger;

9° een secretaris en zijn plaatsvervanger.

Onder "representatieve organisaties" in de zin van het eerste lid, 2°, wordt verstaan de representatieve organisaties die in de "Conseil économique et social de Wallonie" zitting hebben.

De voorzitter, zijn plaatsvervanger en de gewone en plaatsvervangende leden van de commissie worden voor vier jaar door de Minister van Tewerkstelling en Vorming genoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen en technici onder de voorwaarden die ze in haar huishoudelijk reglement bepaalt.

De commissie vergadert minstens zes keer per jaar. De commissie bepaalt vooraf een agenda van de vergaderingen.

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 10bis, luidend als volgt :

« Art. 10bis. § 1. De erkenningsaanvraag van het programma van de in artikel 109, § 1, 9°, en § 2, °, van de wet bedoelde opleidingen, wordt gericht aan de Administratie, hetzij per post, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de Administratie wordt bepaald en ter beschikking wordt gesteld.

De aanvraag moet voor het begin van de opleiding ingediend worden.

De Administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen de vijf dagen na ontvangst ervan. Indien de aanvraag onvolledig is, stelt de Administratie in het ontvangstbewijs de organisator van de opleiding in kennis daarvan en bepaalt ze de ontbrekende informatie en stukken nader.

Wanneer de erkenningsaanvraag volledig is, gaat de Administratie tot de behandeling ervan over.

De Administratie stuurt de te behandelen dossiers aan het secretariaat van de commissie binnen tien werkdagen voor elke vergadering.

De Administratie deelt de beslissing van de commissie mee aan de organisatoren van de opleidingen binnen tien werkdagen na elke vergadering.

§ 2. Voor de in artikel 109, § 1, 8°, van de wet bedoelde opleidingen, stuurt de organisator van de opleiding het aanvraagformulier waarvan het model door de Administratie wordt bepaald en ter beschikking wordt gesteld, samen met het opleidingsprogramma aan de paritaire commissie.

§ 3. De organisatoren van opleidingen erkend door de commissie voor een onbepaalde duur of de organisatoren die hun voor een bepaalde duur toegekende erkenning willen hernieuwen, maken jaarlijks na advies van de commissie een evaluatieverslag over, waarvan het model door de Administratie wordt bepaald en ter beschikking wordt gesteld.

§ 4. Voor de in artikel 109, § 2, 1° en 2°, van de wet bedoelde opleidingen delen de organisaties de programma's van de cursussen aan de Administratie mee via het formulier, waarvan het model door de Administratie wordt bepaald en ter beschikking wordt gesteld.

Elke wijziging van het programma en elke datumverandering worden zo spoedig mogelijk aan de Administratie meegegeeld via de gegevensfiche waarvan het model door de Administratie wordt bepaald en ter beschikking wordt gesteld.

Art. 3. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de diensten van de Administratie van de werkgelegenheid alsmede die van de inspectie van de sociale wetten van de Administratie van de arbeidsbetrekkingen en -reglementering van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "van de Administratie van het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 4. In artikel 16bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 augustus 2006, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 december 2008 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het woord "gewestelijke" ingevoegd tussen het woord "de" en het woord "terugbetaling";

4° het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. In afwijking van § 3 bedraagt het forfaitair bedrag per uur betaald educatief verlof, vanaf het schooljaar 2014-2015, 21,30 euro voor de terugbetaling aan de werkgevers. »

Art. 5. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in het eerste lid worden de woorden "bij de FOREm" ingevoegd tussen de woorden "wordt ingediend" en de woorden "in de vorm van".

2° in het eerste lid worden de woorden "Nationale Arbeidsraad" vervangen door de woorden "Conseil économique et social de Wallonie".

3° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "van Tewerkstelling en Arbeid" telkens vervangen door de woorden "van Tewerkstelling en Vorming";

4° in het derde lid worden de woorden "het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "de FOREm".

Art. 6. Artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 21, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "van Tewerkstelling en Vorming op voorstel van de Administratie en na advies van de commissie."

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016 met uitzondering van :

- 1° de artikelen 3, 4 en 8 die op de tiende dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden;
- 2° artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2015;
- 3° artikel 5, 2°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2014;
- 4° artikel 6 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2015.

Art. 9. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31597]

20 JULI 2016. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2, 3°, eerste lid, van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt aangevuld met een negende streepje, luidend als volgt :

« – de retributies en ontvangsten in het kader van de organisatie van het uitzonderlijk vervoer en het ADR. ».

Artikel 2, 3°, tweede lid, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een negende streepje, luidend als volgt :

« – de uitgaven met betrekking tot de uitwerking van het beleid van het transport van gevaarlijke goederen en uitzonderlijk vervoer.

Art. 3. In artikel 2 van dezelfde ordonnantie, wordt een 21° toegevoegd, luidend als volgt :

« 21° het « Verkeerveiligheidsfonds van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Aan het fonds worden toegewezen de ontvangsten voortkomende van de geïnde boetes voor de geregionaliseerde verkeersovertredingen in het kader van de zesde Staatshervorming en de inkomsten uit de diverse geregionaliseerde ontvangsten en retributies, meer bepaald :

1° geïnde boetes voor de overtredingen op de bepalingen voorzien in artikel 6, XII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° retributies voor de homologatie van voertuigen, met inbegrip van bromfietsen en motorfietsen, hun onderdelen, toebehoren, systemen of technische eenheden en aanhangwagens, evenals de retributies voor de certificatie van door de fabrikant uitgevoerde technische processen en homologatieprocessen;

3° retributies voor de certificering, de uitbating, de administratieve kosten en de inspectiekosten van de erkende technische diensten, de diagnosecentra, de erkende installateurs en van de erkende instellingen werkzaam in het kader van de controle op de in het verkeer gebrachte voertuigen en hun onderdelen, toebehoren, systemen of technische eenheden en aanhangwagens, met inbegrip van bromfietsen en motorfietsen;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31597]

20 JUILLET 2016. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2, 3°, première alinéa, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires est complété par un neuvième tiret, rédigé comme suit :

« – des redevances et des recettes dans le cadre de l'organisation des transports exceptionnels et l'ADR. ».

L'article 2, 3°, deuxième alinéa, de la même ordonnance est complété par un neuvième tiret, rédigé comme suit :

« – aux dépenses relatives au développement de la politique de transports de marchandises dangereuses et de transports exceptionnels. ».

Art. 3. À l'article 2 de la même ordonnance, il est ajouté un 21° libellé comme suit :

« 21° Le « Fonds de Sécurité routière de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Sont affectées au Fonds, les recettes résultant des amendes perçues pour les infractions régionalisées dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat et les recettes résultant des rétributions et des redevances diverses, en particulier :

1° des amendes perçues pour les infractions aux dispositions prévues à l'article 6, XII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

2° des redevances pour l'homologation des véhicules, en ce compris les cyclomoteurs et motos, leurs composants, accessoires, systèmes ou entités techniques et remorques, tout comme les redevances pour la certification des processus techniques réalisés par le fabricant et les processus d'homologation;

3° des redevances pour la certification, l'exploitation, les coûts administratifs et les coûts d'inspection des services techniques agréés, les centres de diagnostic, les installateurs agréés et les organismes agréés qui sont actifs dans le cadre du contrôle des véhicules en circulation et leurs composants, accessoires, systèmes ou entités techniques et remorques, en ce compris les cyclomoteurs et motos;